

LE TERRORISME ET LA FRONTIÈRE ALGÉRO-MAROCAINE

Quand l'Algérie était pointée du doigt

Le 24 août 1994, l'établissement hôtelier quatre étoiles Asni de la ville de Marrakech, au Maroc, assez prisé par les touristes étrangers, est la cible d'une attaque terroriste d'un groupe islamiste.

Deux ressortissants espagnols sont assassinés et une Française est sérieusement blessée. Aussitôt, le ministre de l'Intérieur du royaume chérifien pointe du doigt l'Algérie. Cela fait aujourd'hui quinze ans.

Les Algériens qui se trouvaient sur le territoire marocain, essentiellement des touristes, ont été sommés de quitter le pays dans un délai de quarante-huit heures.

Et dès le lendemain, le roi a décidé d'imposer un visa d'entrée aux Algériens. L'Algérie a riposté de la même manière et a fait plus : elle a fermé sa frontière.

Les auteurs de l'attentat ont été presque aussitôt arrêtés, tout autant que leurs complices, dans plusieurs villes marocaines. Les tenants et les aboutissants du crime intégriste perpétré à Marrakech ont été mis à nu. Les filières identifiées. Le réseau terroriste, dont le commanditaire avait auparavant envoyé les principaux membres du groupe se former en Afghanistan après les avoir recrutés dans la région parisienne, démantelé dans sa totalité entre le royaume chérifien et la France. L'énormité du plan que le terrorisme avait prévu de

faire subir au pays est appréhendé dans son ensemble.

Rien, absolument rien de tout ce qui a été découvert par les différentes investigations au Maroc et en France n'a laissé le moindre doute qui servirait de brèche par laquelle pourrait être introduite, même à titre d'hypothèse, l'implication à quelque niveau que ce soit de l'Algérie dans ce vil attentat.

Aujourd'hui et depuis son intronisation qui a coïncidé avec l'arrivée du nouveau millénaire, le roi actuel du Maroc ne laisse pas passer une occasion pour appeler l'Algérie à rouvrir sa frontière avec son pays. Tous les

bons sentiments sont mobilisés : fraternité, destin commun, union. Mais jamais un mot sur l'accusation agressive et gratuite contre les services algériens d'avoir été derrière l'attentat de Marrakech.

Pis, de façon déclarée ou à demi-mots, les officiels du royaume tentent, à chaque fois qu'ils en ont l'occasion, de lier la fermeture de la frontière à la question du Sahara occidental comme pour mieux faire oublier la totale irresponsabilité de leur pays d'avoir fait porter le chapeau à l'Algérie dans l'attentat de 1994.

Pourtant, même si le Sahara occidental est un sérieux dossier pour toute la

région maghrébine, comme il l'est d'ailleurs pour l'ONU, l'Algérie l'a totalement évacué des relations de voisinage entre les deux pays depuis 1987 lorsqu'elle a rétabli sa frontière avec le Maroc, jusqu'en 1994, quand ce dernier a décidé de l'accuser injustement de ce dont, justement, elle souffrait à cette époque : un terrorisme qui voulait la mettre à feu et à sang.

Aujourd'hui que non seulement la vérité sur l'attentat de Marrakech est connue, mais aussi que le terrorisme se réclamant de l'islamisme a fini par dévoiler ses mécanismes et ses modes opératoire, ses tactiques et ses stratégies et qu'il devient de

moins en moins évident, à moins d'être de mauvaise foi, de ne pas reconnaître un acte terroriste d'un acte qui se voudrait passer comme tel, le Maroc ne veut toujours pas faire son mea culpa.

Pour certains qui reviennent de temps à autre sur cet attentat de Marrakech de 1994, il reste toujours une zone d'ombre autour du commanditaire du «commando», le marocain Abdelillah Ziaddit Rachid. Ils continuent à se demander s'il avait réellement appartenu à l'organisation terroriste dont il a avoué être membre et s'il n'avait pas été actionné par l'Algérie.

Mohamed Issami

POUR LA DEUXIÈME SEMAINE DU RAMADAN

Des températures «supportables» sont prévues

Pour la deuxième semaine du mois de Ramadan, les températures connaîtront une sensible baisse sur l'ensemble du territoire national. Elles varieront entre 30 degrés sur le nord du pays et 40 à 44 degrés au sud.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Pour la première semaine du Ramadan, les jeûneurs ont eu à s'habituer à des températures élevées allant de 33 degrés sur les régions côtières à plus de 46 degrés au sud. A partir d'aujourd'hui et pour toute la semaine, le mercure affichera une légère baisse. Des conditions climatiques, qui ne peuvent que soulager les jeûneurs, qui redoutent les

températures caniculaires du mois d'août. Ainsi et si le taux d'humidité reste important sur les régions côtières et de l'intérieur, les températures ne devraient pas dépasser les 31 degrés.

Ce qui est une normale plus ou moins «supportable» pour un mois d'août.

Il fera ainsi 30 degrés à Alger, Annaba et Constantine demain et 31 degrés à Oran et 30 à Constantine pour la même journée. Au sud, le mercure, comme toujours en cette période de l'année, affichera des températures particulièrement élevées : 35 degrés Bousaâda, 38 à El-Oued , 33 à Tamanrasset et 46 degrés à Adrar. A partir de lundi, la situation climatique ne devrait pas connaître de changements

importants. Les températures varieront jusqu'à la journée du mardi entre 30 et 31 degrés dans les wilayas côtières et 39 à 44 degrés au sud. Par ailleurs, des passages nuageux seront observés sur les régions est avec des pluies orageuses locales notamment vers l'intérieur. Le ciel sera peu nuageux sur le Centre et l'Ouest avec cependant une faible tendance orageuse sur les reliefs et les régions de l'intérieur, selon les prévisions de Météo Algérie.

Au sud du pays, des averses orageuses sont attendues et seront localement marquées sur le Hoggar et le Tassili. Sur le nord Oasis, sont prévus des passages nuageux avec de faibles tendances orageuses.

F.-Z. B.

ORAN

Le ras-le-bol des employés de COGO

Les travailleurs de la société de raffinage et de conditionnement d'huile de table, à savoir l'Entreprise corps gras d'Oran (COGO ex-ENCG), sise à la zone industrielle d'Es-Senia, au sud-ouest de la ville d'Oran, sont en effervescence. Ils disent avoir ras-le-bol de la situation désastreuse de leur unité, notamment après sa privatisation.

«Nous en sommes déjà à quatre années depuis l'ouverture du capital de notre société, en vue de sa privatisation partielle, mais la situation ne s'est guère améliorée», explique un cadre de la société en question, dont l'activité de production est toujours gelée.

Ce cadre, à l'instar de la majorité des employés restants de cette société, déplore particulièrement la politique du staff de cadres dirigeants installés par le nouveau P-dg de la société, propriétaire de 80% du capital social de l'entreprise, partiellement privatisée en application de la résolution relative à la participation du groupe Kou-G (de M. Kouninef Reda) dans le capital de la filiale d'Oran du groupe ENCG, ratifiée par le ministère de l'Industrie et de la Promotion des investissements fin 2005.

«Ces nouveaux dirigeants nous ont, à maintes reprises, fait croire que la production

dans notre unité allait reprendre, et ceci en faisant appel à plusieurs occasions à des soi-disant experts chargés selon eux de l'évaluation de l'état de notre structure ainsi que de son équipement en vue de concevoir des plans d'action afin de se préparer à un éventuel redémarrage de la production. cependant, aucune de ces promesses n'a été tenue. Au contraire, ce retard volontaire ne fait qu'aggraver la situation de dégradation des équipements dont dispose notre usine, exposés à la rouille et à la poussière», poursuivent nos interlocuteurs, sérieusement inquiets du sort de leur unité. «La récente opération de démantèlement du matériel de l'une des chaînes de productions, précédée auparavant par la vente aux enchères d'une grande partie du parc automobile de notre usine (environ 28 engins), est la goûte qui a fait déborder le vase», souligne un syndicalis-

te que nous avons contacté pour plus d'éclaircissement.

«Nos tentatives d'opposition à cette décision douteuse (démantèlement des équipements) ont été toutes vaines», ajoute ce dernier, membre de la section syndicale, relevant de l'UGTA, attachée à cette unité.

Il s'agit, selon notre interlocuteur, du récent démantèlement de la chaîne de machines chargées de la confection et de la mise en bouteille en plastique d'huile de 2 L.

Cette opposition, explique notre interlocuteur, a coûté le licenciement arbitraire à l'un de ses confrères syndicalistes, employé de cette entreprise, en date du 20 août.

Selon nos interlocuteurs, l'absence de coopération sérieuse de la part de l'UGTA semble, à son tour, ne faire qu'aggraver le conflit et entraver la lutte pour la sauvegarde des droits des travailleurs entamée par ses syndicalistes, sachant, nous dit-on, qu'elle (la Centrale de l'UGTA) n'a pas hésité à menacer ces derniers de geler leur agrément d'activité, à maintes occasions, notamment lorsque ces derniers se sont opposés au démantèlement de la chaîne de produc-

tion de bouteilles d'huile de 2L, d'une valeur estimée à des milliards de centimes. En raison de la situation de suspens dans laquelle s'est retrouvée une grande partie du personnel de la COGO, durant plus de quatre années, nos interlocuteurs syndicalistes expliquent que de nombreux employés ont été victimes de dépression, à cause de la persistance de la situation d'incertitude et de harcèlement moral qu'ils subissent.

«Nous ne voulons rien d'autre que l'application de l'ensemble des clauses incluses dans la résolution de 2005, stipulant, entre autres mesures, le redémarrage de l'activité de production de notre entreprise, sinon l'application de l'accord de départ volontaire proposé par le partenaire de notre société et signé par ce dernier en janvier 2007», précisent les employés de la COGO.

Nous avons tenté de donner la parole au directeur général de cette unité toutefois, l'on nous a signifié qu'il était en congé et ne rentrerait qu'ultérieurement, et qu'aucun autre interlocuteur n'était en mesure de donner la position de la direction, en son absence.

B. A.

GESTION DE

L'AUTOROUTE EST-OUEST

Des appels d'offres lancés dès octobre

Les appels d'offres internationaux pour l'équipement et la gestion de l'autoroute Est-Ouest (1 216 km) seront lancés au plus tard en octobre.

Il s'agit, selon le ministre des Travaux publics, Amar Ghoul, de la réalisation des différents espaces nécessaires à l'autoroute, notamment les péages, les maisons cantonnières, les stations-service et les aires de repos.

Certes, la réalisation des stations-service a été confiée à l'entreprise nationale Naftal qui déjà entamé le travail. Néanmoins, la gestion et l'exploitation de l'autoroute seront confiées pour 5 ans, par l'Algérienne des autoroutes, à une société de renommée internationale qui jouit d'une grande expérience dans la gestion de ce genre d'autoroutes et d'infrastructures de travaux publics.

Aux termes de cet accord, la société internationale assistera l'Algérienne des autoroutes dans le domaine de l'exploitation. En rappelant que l'autoroute Est-Ouest (1 321km, échangeurs, bretelles et ouvrages d'art compris) sera réalisée selon les standards universels et dotée d'équipements de pointe et d'infrastructures nécessaires pour la sécurité et le confort des usagers.

Le projet d'autoroute Est- Ouest dont l'avancement des travaux est de 90 % sera réceptionné à terme, soit courant 2010, plusieurs tronçons de ce projet ayant été livrés avant les délais arrêtés.

C.B / APS

ARCELORMITTAL ANNABA

Mort subite d'un assistant technique luxembourgeois

Patrick Bintner, Luxembourgeois, assistant technique au complexe ArcelorMittal El-Hadjar, est décédé dans la journée de jeudi, dans sa chambre à la résidence Solb, lieu d'hébergement des expatriés de l'entreprise, située à Sidi Amar, à quelques encablures de l'usine. Il est décédé d'une mort naturelle et subite, indique un communiqué de l'entreprise.

Agé de 50 ans, le défunt a rejoint le complexe d'El-Hadjar en mars 2009 avec pour mission d'aider celui-ci à surmonter les problèmes techniques au niveau des aciéries, précise le communiqué. «En quelques mois, Patrick Bintner a accompli un travail assez remarquable dans l'accompagnement et la formation de nos techniciens à l'élaboration de l'acier», indique-t-on à la direction du complexe. Avant de rallier Annaba, l'assistant technique luxembourgeois avait occupé des postes importants au sein du groupe, leader mondial de la sidérurgie.

A. B.